

20241220 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/61862/apres-le-passage-du-cyclone-chido-a-mayotte-macron-veut-a-nouveau-durcir-la-lutte-contre-limmigration-clandestine>

Actualités



Des gens nettoient les débris autour des maisons détruites à la suite du cyclone Chido, à Mamoudzou, Mayotte, France, le 20 décembre 2024. Crédit : Reuters

Après le passage du cyclone Chido à Mayotte, Macron veut à nouveau durcir la lutte contre l'immigration clandestine

Par [Romain Philips](#)

Cinq jours après le passage du cyclone Chido qui a ravagé Mayotte, le président de la République, en visite sur l'archipel, a remis le sujet de l'immigration clandestine sur la table. Le chef de l'État veut augmenter, voire presque doubler, le nombre d'expulsions et "mettre fin" aux bidonvilles, lieux de vie précaires de nombre de migrants mais aussi de Mahorais et d'étrangers en situation régulière.

Alors que les habitants des bidonvilles attendent toujours d'être secourus suite au passage du [cyclone Chido qui a totalement ravagé l'archipel de Mayotte](#) samedi 14 décembre, la question de l'immigration revient en force dans le débat public. En déplacement sur place, le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé qu'il souhaitait "renforcer la lutte contre l'immigration clandestine" en augmentant - jusqu'à presque doubler - le nombre d'expulsions de sans-papiers par an.

Le chef de l'État vise principalement l'immigration comorienne, majoritaire à Mayotte. Ainsi, il souhaite voir la loi modifiée. "On a une difficulté liée à la géographie et l'histoire de Mayotte et de la relation aux Comores. Et aujourd'hui, les rigidités de nos textes ne sont pas du tout adaptées à la situation. Il faut permettre de rendre moins incitatifs l'immigration clandestine", a-t-il dit. Et d'ajouter : "On va donc durcir ces dispositifs et durcir les moyens que nous mettons pour lutter contre l'immigration clandestine au-delà des opérations qu'on a déjà pu faire ces dernières années".



Des blindés de la gendarmerie à Mayotte lors de l'opération Wuambushu. Crédit : Romain Philips/InfoMigrants

Quelques jours plus tôt, le 17 décembre, c'est le ministre de l'Intérieur démissionnaire Bruno Retailleau qui a suscité la polémique après ses propos sur "le jour d'après". "On ne pourra pas reconstruire Mayotte sans traiter, avec la plus grande détermination, la question migratoire. Il faudra légiférer pour qu'à Mayotte, comme partout sur le territoire national, la France reprenne le contrôle de son immigration", avait-il tweeté.

"La question de la nationalité ne devrait même pas se poser"

Des propos qui ont scandalisé l'opposition en France car ce discours intervient alors même que nombre d'habitants de l'île interrogés par InfoMigrants attendent toujours l'arrivée de l'aide. "Dans les bidonvilles de Mayotte, on laisse mourir des gens dans les décombres, car les secours ne sont pas encore sur place. Tout débat sur l'immigration est aujourd'hui obscène", a déclaré la cheffe des Ecologistes, Marine Tondelier. Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, a qualifié le ministre démissionnaire "d'obsessionnel indécent et inconséquent".

"Des annonces indécentes", juge aussi Vittoria Logrippo, déléguée de La Cimade, association d'aide aux migrants, pour la région de l'océan Indien, contactée par InfoMigrants. "Comment dans cette séquence dramatique - alors que les secours n'arrivent pas -, en pleine crise humanitaire, les élus peuvent remettre sur la table le sujet migratoire ? C'est inhumain. Ça en dit long sur la manière dont ce territoire est administré", dénonce la militante. "La question de la nationalité ne devrait même pas se poser dans les circonstances actuelles", commente de son côté Marie-Laure Basilien-Gainche, professeure de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et membre de l'Institut Convergences Migrations.



L'île de Mayotte a été ravagée par le cyclone Chido, le 14 décembre 2024. Crédit : Reuters

À Mayotte, où environ 100 000 personnes vivent sans-papiers, l'immigration clandestine revient régulièrement au centre des débats. En 2023, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Gérald Darmanin, avait lancé l'opération Wuambushu qui visait à détruire l'habitat insalubre et expulser massivement des étrangers. Le bilan est mitigé : fin 2023, quelque 700 logements informels ont été détruits dans le cadre de cette opération, contre un objectif d'un millier. Près de 25 000 reconduites à la frontière ont eu lieu, soit autant qu'en 2022.

Chaque année en effet, entre 20 000 et 25 000 personnes sont expulsées de l'archipel, soit plus que tous les autres départements de France réunis. Un chiffre qui montre que Mayotte est un cas à part.

A lire aussi

[Mayotte : "Dans les 'bangas', les gens ont peur mais ils ne vont pas rester cachés, ils vont mourir de faim sinon"](#)

"Un délire du chiffre qui provoque des situations désastreuses", commente Marie-Laure Basilien-Gainche. En raison de l'expulsion de leurs parents, de nombreux enfants se retrouvent isolés sur l'île et sombrent dans une délinquance de survie ou sont victimes de réseaux. En mai 2023, plusieurs Comoriens interrogés par InfoMigrants confiaient vivre constamment dans la peur de se faire expulser.

Traumatisé par la politique menée à leur encontre, certains craignent même de se rendre aux distributions d'aide humanitaire de peur de s'y faire arrêter. "Les expulsions à Mayotte, c'est un travail à la chaîne", réagissait auprès d'InfoMigrants Marjane Ghaem, une avocate qui travaille depuis des années sur la situation mahoraise.

"Des mesures qui ne résoudront rien"

Concernant le durcissement de la législation visant à "rendre moins incitatifs l'immigration clandestine", Mayotte est déjà un régime d'exception. Les titres de séjour y sont particuliers, l'examen de la demande d'asile accéléré et le droit du sol limité. Sur ce dernier point, l'ancien ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, souhaitant lui aussi "couper l'attractivité" du territoire, avait même proposé de le supprimer avant que la crise politique française ne mette au placard ce projet.



Vue aérienne de la ville de Kahani, dans le centre de Mayotte, le 19 décembre 2024. Crédit : Reuters

Mais pour Marie-Laure Basilien Gainche, les recherches ont démontré que ce discours sur l'attractivité "était faux". Elle estime que "seule une politique traitant les inégalités économiques et sociales pourra avoir un effet de levier". Bien plus, "Il ne faut pas oublier que deux phénomènes se conjuguent pour expliquer les mouvements entre les îles de l'archipel : d'une part un important différentiel de niveau de vie entre les Comores et Mayotte ; d'autre part, des relations ancestrales soit familiales soit communautaires entre les îles de l'archipel", ajoute-t-elle.

Le PIB par habitant est, par exemple, 3,5 fois plus faible à Mayotte qu'au niveau national, "il est en revanche 13 fois plus élevé que celui des Comores et 25 fois supérieur à celui de Madagascar", selon le laboratoire d'études sociologiques sur la construction et la reproduction sociales.

"La question des inégalités sociales et le manque d'investissement de l'État dans les services publics et les infrastructures sont à la source des problèmes qui nourrissent la désagrégation sociale à Mayotte", conclut la professeure. Un problème d'autant plus décisif aujourd'hui étant donné qu'au-delà des bidonvilles totalement détruits, les dégâts provoqués par le passage du cyclone qui a dévasté la quasi-totalité des infrastructures de l'archipel sont colossaux.